

CONFIDENTIEL

Colombo, le 20 février 1991

MALDIVESRapport de fin de mission

(voyage de service 28.1. - 1.2.1991)

Politique intérieure

Depuis le coup d'Etat avorté de novembre 1988 rien n'est plus comme avant, disent les Maldiviens. Les dissidents demeurent décidés à renverser le Gouvernement en utilisant d'autres méthodes. Peu après le sommet du SAARC à Malé en novembre dernier une vingtaine de personnes ont été arrêtées; elles sont suspectées d'avoir tenté de faire exploser la salle où se réunissaient les 7 chefs d'Etats ou de Gouvernements des pays membres. La réaction ne s'est pas fait attendre. Quelques semaines plus tard le Parlement approuvait une loi anti-terroriste prévoyant la peine de mort pour les infractions graves telles que l'usage d'explosifs et l'enlèvement de personnes. Les dissidents, en majorité de jeunes citoyens, demandent une profonde réforme constitutionnelle leur permettant de participer à la vie politique du pays. Actuellement, disent-ils, le Parlement n'a pas de pouvoir. Il ne peut même pas se réunir sans l'accord du Président de la République et ne comprend pas d'opposition organisée. Le Président a donné suite à quelques revendications par exemple en nommant 55 Maldiviens en dessous de 40 ans dans le conseil consultatif, puis en garantissant une certaine liberté de presse. Ces réformes sont jugées insuffisantes par l'opposition qui accuse par ailleurs le Président de revenir sur ses promesses. Ils se réfèrent à l'interdiction de publication du périodique "Sangu" en raison de ses diatribes antigouvernementales.

Les détracteurs du régime s'en prennent aussi à la famille du Président Abdul Maumoon Gayoom qu'ils accusent de nepotisme et de corruption. Il y a quelques mois le beau-frère du Président, Ilyas Ibrahim Ministre du Commerce et de l'Industrie et Ministre d'Etat de la Défense, a été suspendu de ses fonctions en attendant l'issue d'une enquête ouverte contre lui pour détournement de fonds de l'Etat. Son frère, Abbas Ibrahim, a conservé son poste ministériel mais il a changé de portefeuille.

Le mécontentement des Maldiviens provient aussi du fait que les ministères et autres postes importants de l'administration ainsi qu'une part considérable du commerce et de l'industrie, sont en main d'une poignée de familles.

Elu en 1978, le Président Gayoom terminera son troisième terme présidentiel dans 2 ans. Durant sa présidence, le pays a connu une forte expansion économique. De 1981 à 1990 le PNB a passé de 368 millions à 934 millions de Rufiyaa (1 Rufiyaa = Fr.s. 0.14 environ). Ces résultats réjouissants cachent toutefois les profondes disparités socio-économiques (notamment dans la répartition du revenu, l'éducation et la santé) qui existent entre la population privilégiée qui habite l'île capitale Malé (plus de 60'000 habitants) et le solde (150'000 personnes) qui vit pauvrement sur les 200 îles éparpillées dans l'Océan indien sur une distance Nord-Sud de 800 km.



Politique étrangère

Lors de ma visite de départ, le Président Gayoom souligne les très bonnes relations qui existent entre les Maldives et le Sri Lanka maintenant que l'affaire du SAARC est réglée (compétition entre les deux pays pour organiser le sommet de 1990). Le Président me fait aussi savoir que la question du coup avorté en 1988 qui avait été fomenté à Colombo avec la participation des militants tamouls sri-lankais du groupe PLOTE est en voie de règlement. Il précise que 34 des 68 prisonniers tamouls ont déjà été renvoyés au Sri Lanka où ils participent à la guerre contre le LTTE, aux côtés de l'armée sri-lankaise.

Selon le Ministre des Affaires étrangères, les autorités maldiviennes regrettent cependant que le Sri Lanka ne soit pas en mesure de leur fournir des renseignements sur les Maldiviens domiciliés à Colombo qui manœuvrent contre leur Gouvernement.

Rentré la veille de la Nouvelle-Delhi où il avait assisté aux cérémonies de la fête nationale en qualité d'hôte d'honneur, le Président me déclare que les relations sont également très bonnes avec l'Inde où de nombreux boursiers maldiviens poursuivent leur formation. Le Président me dit que les Maldives ont une dette de reconnaissance envers l'armée indienne pour avoir maîtrisé l'insurrection de 1988. Il est intéressant de noter que c'est néanmoins à des officiers britanniques que le Président a fait appel pour agrandir et réorganiser ses forces de sécurité après le coup avorté de 1988.

Economie (source PNUD et statistiques officielles)

En 1989, comme les années précédentes, les Maldives ont connu un développement économique réjouissant. La croissance du PNB en termes réels est estimée à 9%. La pêche et le tourisme demeurent les piliers de l'économie. Ensembles ils représentent 1/3 du PNB et 70% des recettes en devises. Le commerce et la construction continuent de se développer principalement à Malé. L'agriculture est modeste en raison de la pauvreté du sol. L'industrie se limite à la construction de bateaux, à une fabrique de conserves et à 3 fabriques de vêtements. On s'attend à un léger déficit de la balance des paiements. Les réserves officielles sont estimées à US\$ 26 millions, ce qui correspond à 3 mois d'importations. L'inflation s'est élevée à 9%. De 1988 à 1990 les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 21% (valeur totale US\$ 115 millions) et 14% (valeur totale US\$ 50 millions). Environ 159'000 touristes ont séjourné aux Maldives en 1989, soit 2% de plus que l'année précédente.

Le Gouvernement des Maldives s'efforce de maintenir sa croissance économique en favorisant les produits destinés à l'exportation. Des mesures libérales en matière d'opérations de change et de crédit ont eu pour effet d'attirer de nouveaux investissements étrangers dans le secteur touristique en 1989.

Relations bilatérales

Les contacts officiels avec la République des Maldives se résument en général à une visite annuelle de l'Ambassadeur de Suisse accrédité, qui réside à Colombo. Il n'existe pas de contentieux entre les deux pays. Le MAE apprécie les services (visas, protocole) rendus par les autorités suisses aux membres du Gouvernement en visite ou en transit en Suisse.

Lors de ma visite de départ j'ai profité de rappeler au Président l'appel du Conseil fédéral au sujet des conventions de Genève et des protocoles additionnels qui n'ont pas encore été ratifiés par la République des Maldives.

Sur les 158'488 touristes qui ont séjourné aux Maldives en 1989, près de 10'000 provenaient de Suisse, ce qui place notre pays en cinquième position après l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et le Japon. En 1989, la suisse a exporté des marchandises pour Fr.s. 0,6 millions et en a importé pour Fr.s. 0,9 millions.

En 1989-1990 deux Maldiviens ont bénéficié d'une bourse en Suisse. L'une couvre les frais d'un an d'études à l'IUHEI; l'autre 3 ans à l'International Hotel and Tourism Training Institute à Lucerne.

Bien que parmi les pays les plus pauvres de la planète (sauf pour l'île de Malé) les Maldives ne figurent pas au nombre des bénéficiaires de la coopération au développement et de l'aide humanitaire suisse pour des raisons budgétaires et surtout par manque de personnel à la DDA. Tenant compte de la présence suisse (tourisme, communauté) relativement importante, si on la compare avec les autres pays européens, une aide modeste aux Maldives serait souhaitable. De petits projets pourraient, par exemple, être exécutés par l'Ambassade (après l'accord de la DDA) en collaboration avec l'une ou l'autre organisation internationale (PNUD, UNICEF).

L'Ambassadeur de Suisse:



H. Cuennet

copies:

- DFAE, DP II
- DFAE, SP
- DFAE, DDA
- DFEP, OFAEE



SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRÉSENTATION SUISSE

in / à COLOMBO

CONFIDENTIEL

EB 1 copie - 20.2.91
A. de Galland

| | | | | | | | |
|------|-----------|---------------|-------|-------|----|--|------------|
| à | BRO | KRI | PM | KW | WT | | <i>BFA</i> |
| date | 25.2. | 26.2. | 26.2. | 28.2. | | | |
| Via | B | | | WT | | | |
| DFAE | | 25. FEB. 1991 | | | | | |
| Ref. | a. 721,81 | | | | | | |

D F A E

D A S E

JE 1 COPIE GING AN :

- IT ✓

- POLIT. DIRECTION ✓

Ihr Zeichen
Votre référence

Ihre Nachricht vom
Votre communication du

Unser Zeichen
Notre référence

Datum
Date

051.13
MV 051.13 - CT/RW 20.2.1991

Gegenstand / Objet

Rapports de fin de mission

Me référant à l'instruction no 136 du DFAE, je vous prie de trouver en annexe, en 3 exemplaires, mes rapports de fin de mission au Sri Lanka et aux Maldives.

L'Ambassadeur de Suisse:

Henri Cuennet

2 annexes ment.:

